CSF Contexte des Sexualités en France

Premiers résultats de l'enquête CSF-2023 dans les Outre-Mer : focus sur la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion

Dossier de presse
14 avril 2026

Préface de Yazdan Yazdanpanah

À l'occasion de la présentation des premiers résultats du volet « Outre-mer » de l'enquête Contexte des Sexualités en France (CSF), je tiens à saluer l'aboutissement d'un travail scientifique d'envergure, essentiel à la compréhension des réalités sociales, comportementales et épidémiologiques au tour de la sexualité.

Cette enquête constitue une avancée majeure dans la production de données robustes et contextualisées, trop souvent lacunaires en général et dans les territoires ultramarins. Elle permet de documenter avec précision les comportements et les normes en matière de sexualités et de prévention, leurs déterminants sociaux ainsi que les inégalités persistantes en matière d'accès à la prévention, au dépistage et aux soins.

Les territoires ultramarins présentent des spécificités démographiques, sociales, culturelles et épidémiologiques qui appellent des réponses adaptées. Dans ce contexte, l'enquête CSF apporte un éclairage indispensable pour orienter les politiques publiques, renforcer les stratégies de prévention, et mieux cibler les interventions en santé sexuelle, notamment face aux infections sexuellement transmissibles et au VIH, particulièrement prévalents dans ces régions.

L'ANRS MIE réaffirme, à travers le financement de cette grande enquête, son engagement pour favoriser des travaux de recherche dans les territoires ultramarins mais également en faveur d'une recherche inclusive, ancrée dans les réalités locales, et construite en partenariat étroit avec les acteurs de terrain, les institutions et les populations concernées. La production de connaissances scientifiques de qualité est un levier de prévention fondamental ; un outil pour réduire les inégalités de santé et pour améliorer durablement la réponse aux enjeux sanitaires en général et dans les Outre-mer.

J'espère que ces résultats contribueront à éclairer les décisions politiques et à renforcer les actions en faveur de la santé pour toutes et tous.

***Yazdan Yazdanpanah**, directeur de l'ANRS Maladies infectieuses émergentes (ANRS MIE)*

Avant-propos

Les premiers résultats du volet Outre-Mer de l'enquête CSF-2023 Inserm-ANRS MIE visent à décrire les pratiques et les comportements en matière de sexualité et de santé sexuelle en Guyane, Guadeloupe, Martinique et à La Réunion.

L'enquête du volet DROM a été réalisée selon la même méthodologie que dans l'Hexagone, par téléphone et internet, de mai 2023 à janvier 2024, auprès d'un échantillon représentatif de 10 259 personnes de 15 à 89 ans.

Ces premiers résultats évoquent des changements qui semblent redéfinir les contours des sexualités, notamment chez les jeunes générations. Malgré des tendances communes, chaque territoire présente néanmoins des situations différentes : des analyses thématiques approfondies à venir, tenant compte des déterminants sociaux propres à chaque territoire, permettront de mieux identifier les besoins et d'orienter de façon ciblée les politiques de prévention en santé sexuelle.

SOMMAIRE

L'étude CSF-2023 dans les Outre-Mer.....1
Principaux constats.....2
Données clefs pour la Guyane.....10
Données clefs pour la Guadeloupe.....11
Données clefs pour la Martinique.....12
Données clefs pour La Réunion.....13
Conclusion.....14

La recherche CSF-2023 dans les Outre-Mer

La recherche Contexte des Sexualités en France (CSF-2023)

Contexte des sexualités en France 2023 est un travail de recherche qui a pour objectif d'analyser les pratiques sexuelles et préventives de la population générale en France âgée de 15 à 89 ans, en lien avec les changements sociétaux et les politiques publiques qui ont marqué la dernière décennie.

Produire des connaissances sur la sexualité et la santé sexuelle : un enjeu de santé publique

La production de connaissances sur la sexualité constitue un enjeu central pour la santé publique, car elle permet de fonder les politiques de prévention et de promotion de la santé sexuelle sur des données scientifiques actualisées. Le volet Outre-Mer vise à produire des indicateurs permettant d'évaluer la stratégie nationale de santé sexuelle à l'horizon 2030, en tenant compte des différences de chaque territoire étudié.

L'équipe de recherche

CSF-2023 a été menée à l'initiative de l'ANRS Maladies infectieuses émergentes, une agence autonome de l'Inserm ayant pour mission l'animation, l'évaluation, la coordination et le financement de la recherche publique sur le VIH/sida, les hépatites virales, les infections sexuellement transmissibles, la tuberculose et les maladies infectieuses émergentes et ré-émergentes.

L'équipe de recherche associe des chercheuses et des chercheurs en sociologie, démographie, épidémiologie, santé publique et économie de l'Inserm, de l'Ined, du CNRS, de Santé publique France, de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, de l'Université de Strasbourg, de l'Observatoire régional de la santé de La Réunion et du CHU de Guyane.

Une recherche menée simultanément dans l'Hexagone et dans quatre des cinq départements et régions d'Outre-Mer (DROM)

Il s'agit de la 4e recherche portant sur ce sujet en France hexagonale. Pour la première fois, quatre départements ultramarins (Guyane, Guadeloupe, Martinique et La Réunion) ont été intégrés à l'enquête dès sa conception.

Un recueil de données anonyme, auprès d'un échantillon représentatif 10 259 personnes âgées de 15 à 89 ans dans les quatre DROM

L'enquête du volet DROM a été réalisée selon la même méthodologie que dans l'Hexagone, par téléphone et internet, de mai 2023 à janvier 2024.

Le dispositif a associé un questionnaire, conduit par téléphone par un institut de sondage, auprès d'un échantillon de personnes de 15 à 89 ans dont les numéros de téléphone ont été tirés au sort, suivi d'un auto-questionnaire rempli en ligne pour les répondants majeurs.

Des premiers résultats

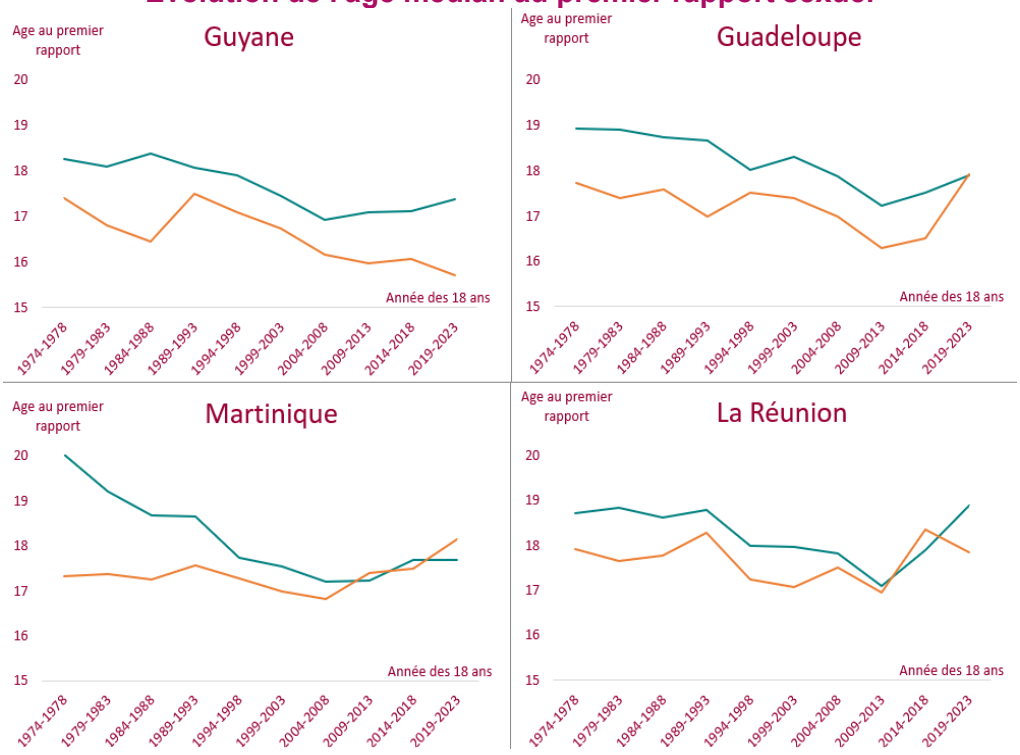
Les comparaisons de ces indicateurs entre les différents DROM ou avec l'Hexagone ne doivent se lire qu'en tenant compte de la pluralité des contextes dans lesquels les sexualités se vivent. Ces résultats seront enrichis par des travaux ultérieurs prenant en compte ces différences de contexte.

Principaux constats

Une remontée de l'âge au premier rapport sexuel ces dernières années, mais des disparités régionales

En 2023, l'âge médian au premier rapport sexuel est compris entre 17,4 ans en Guyane et 18,9 ans à La Réunion chez les femmes et entre 15,7 ans en Guyane et 18,1 ans en Martinique pour les hommes.
À l'exception de la Guyane, une augmentation de l'âge médian au premier rapport sexuel est observée dans l'ensemble des départements étudiés depuis 2008, comme dans l'Hexagone et dans d'autres pays, et ce pour les deux sexes.

Évolution de l'âge médian au premier rapport sexuel



Source : CSF-2023, volet Outre-Mer | Champs : population des 18-69 ans, (n = 9 479)

Un nombre de partenaires sexuel·le·s au cours de la vie plus élevé chez les hommes, et ce à tous les âges et dans chaque territoire

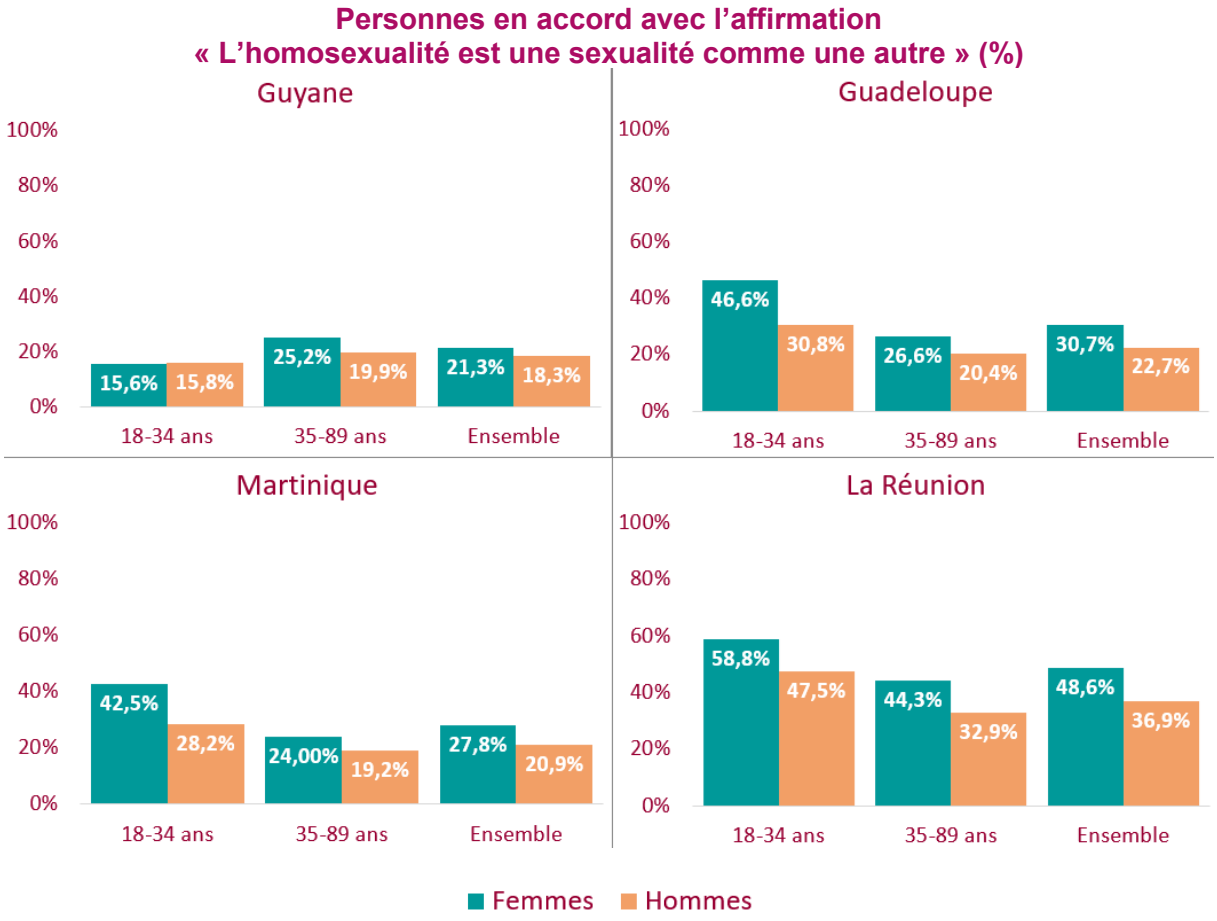
L'écart du nombre de partenaires sexuel·le·s entre les hommes et les femmes tend à se réduire au sein des jeunes générations par rapport aux plus âgées : les jeunes femmes déclarent en moyenne un nombre de partenaires plus élevé que les générations précédentes.

En 2023, 66,2 % (Martinique) à 76,2 % (Guyane) des femmes et 78,7 % (Guadeloupe) à 86,4 % (Guyane) des hommes de 18-89 ans déclarent avoir eu une activité sexuelle avec un·e partenaire au cours de l'année. L'activité sexuelle dans l'année est plus fréquente chez les personnes en couple ou ayant un·e partenaire privilégié·e que chez les personnes célibataires, et ce dans tous les départements d'Outre-Mer et à tous les âges. L'activité sexuelle chez les célibataires est plus élevée chez les plus jeunes, notamment chez les hommes. La différence entre les hommes et les femmes se creuse chez les plus âgé·e·s avec une proportion d'hommes célibataires de plus de 50 ans déclarant des rapports sexuels au cours de l'année près de trois fois supérieure à celle observée chez les femmes.

La proportion de personnes déclarant avoir deux partenaires sexuel·les ou plus au cours des douze derniers mois est plus élevée chez les hommes, cet écart s'observant à tous les âges de la vie et quel que soit le territoire. Chez les femmes, cela est davantage observé chez les plus jeunes.

Une acceptation sociale plus élevée de l'homosexualité chez les femmes et les jeunes

L'acceptation sociale de l'homosexualité est relativement faible, par rapport à l'Hexagone : la proportion de personnes en accord avec l'affirmation « l'homosexualité est une sexualité comme une autre » varie de 21,3 % en Guyane à 48,6 % à La Réunion chez les femmes, et de 18,3 % en Guyane à 36,9 % à La Réunion chez les hommes.



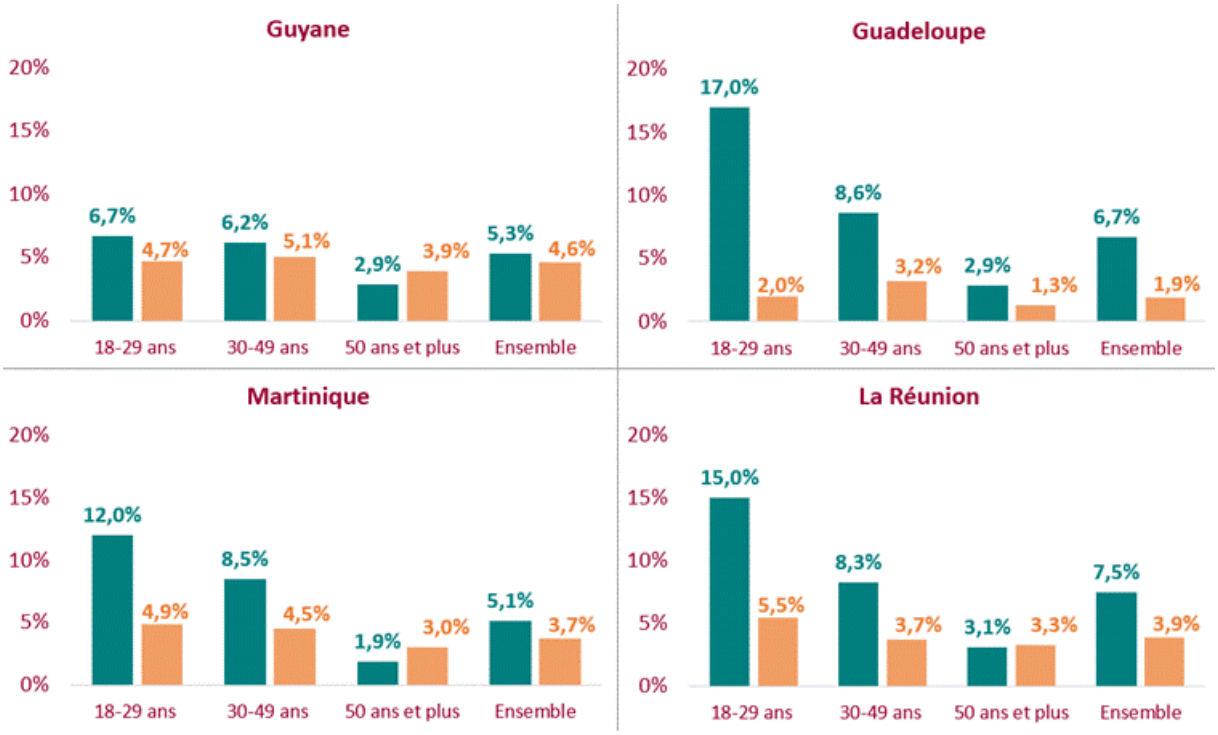
Source : CSF-2023, volet Outre-Mer | Champs : Population des 18-89 ans

Une diversité des orientations sexuelles

Les pratiques sexuelles avec une personne de même sexe au cours de la vie sont rapportées par 5,1 % (Martinique) à 7,5 % (La Réunion) des femmes de 18 à 89 ans, et 1,9 % (Guadeloupe)

à 4,6 % (Guyane) des hommes. Ces expériences sont beaucoup plus fréquentes chez les 18-29 ans.

Avoir eu au moins un·e partenaire de même sexe au cours de la vie (%)



Source : CSF-2023, volet Outre-Mer | Champs : Population des 18-89 ans

En considérant les trois dimensions de l'orientation sexuelle, à savoir les pratiques au cours de la vie, l'attirance pour une personne de même sexe et/ou l'auto-identification sexuelle, les résultats montrent que les femmes, notamment les plus jeunes, sont plus nombreuses à s'éloigner de l'hétéronormativité : jusqu'à une femme sur trois et jusqu'à un homme sur huit sont concerné·e·s selon les territoires chez les 18-29 ans.

Les sexualités dans les espaces numériques : des territoires connectés

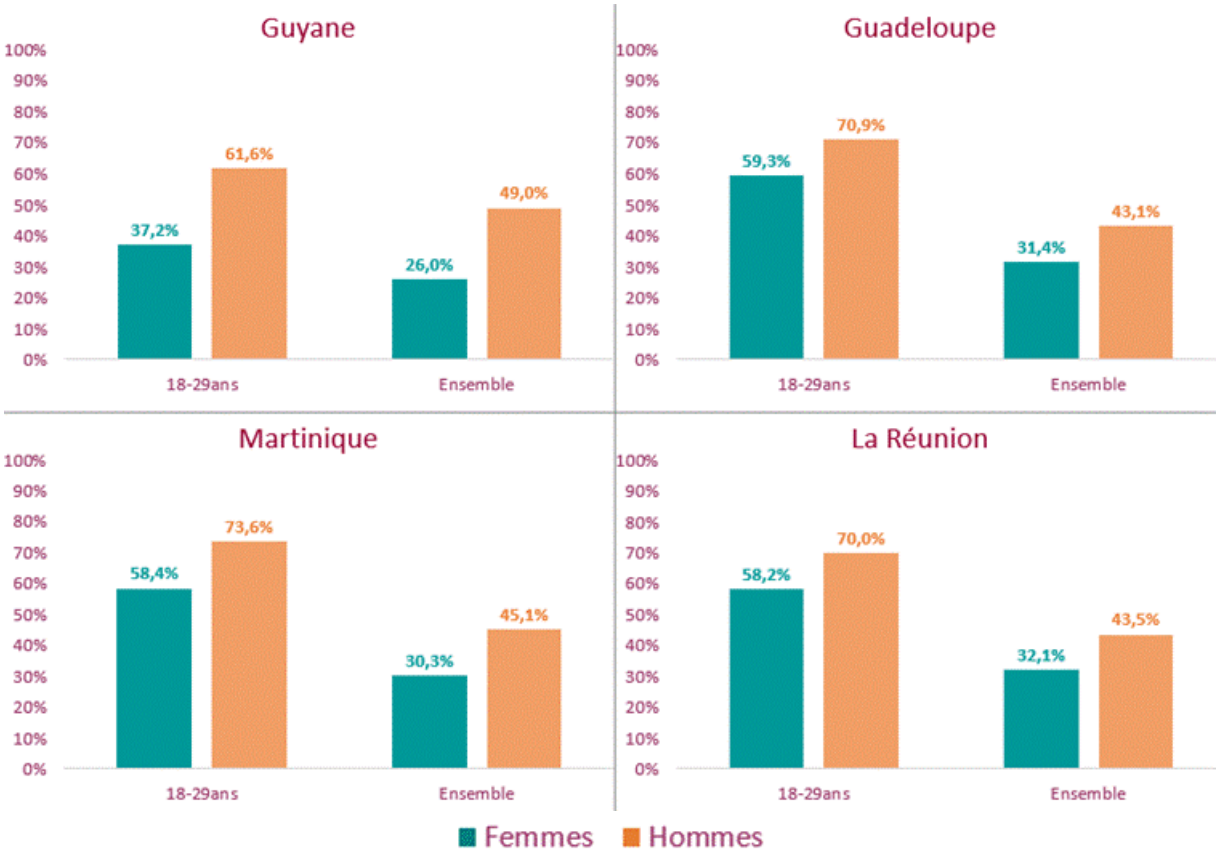
L'usage du numérique est largement répandu dans les territoires et, comme partout ailleurs, cet usage modifie le cadre social des relations et des sexualités.

En 2023 la proportion de personnes âgées de 18 à 89 ans déclarant avoir déjà eu une expérience numérique en lien avec la sexualité[1] varie entre 26,0 % (Guyane) et 32,1 % (La Réunion) chez les femmes et entre 43,1 % (Guadeloupe) et 49,0 % chez les hommes (Guyane). Les plus jeunes et les hommes déclarent beaucoup plus fréquemment avoir déjà vécu une expérience numérique en lien avec la sexualité : ceci concerne de 37,2 % des femmes âgées de 18 à 29 ans en Guyane à 59,3 % en Guadeloupe, et de 61,6 % des hommes en Guyane à 73,6 %

[1] Comprenant la rencontre d'un·e partenaire *via* les sites dédiés ou réseaux sociaux, et/ou l'échange d'images intimes et/ou le fait d'avoir expérimenté de se caresser le corps ou de regarder quelqu'un se caresser le corps *via* une caméra en direct au moins une fois au cours de la vie.

en Martinique. L'échange d'images intimes[2] est fréquent chez les plus jeunes : il concerne de 16,6 % (Guyane) à 32,1 % (Guadeloupe) des femmes et de 25,6 % (Guyane) à 33,0 % (La Réunion) des hommes de 18 à 29 ans, tandis qu'entre 23,8 % et 38,7 % des femmes (Guyane, Guadeloupe) et 42,3 % à 49,4 % des hommes (Guyane, Martinique) affirment en avoir déjà reçu. Ces expériences peuvent donner lieu à des violences : l'envoi d'images intimes sans le consentement de la personne qui les reçoit, de même que la diffusion d'images d'une personne sans son consentement constituent des violences sexuelles.

Avoir vécu une expérience numérique en lien avec la sexualité au cours de la vie (rencontre d'un·e partenaire et/ou échange d'images intimes et/ou sexe en ligne) (%)



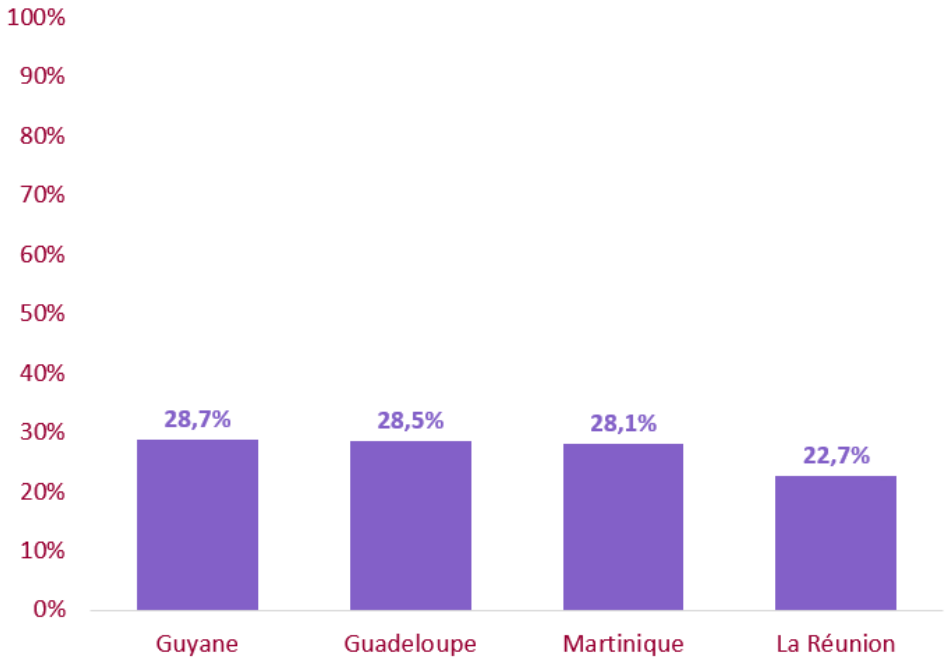
Source : CSF-2023, volet Outre-Mer | Champs : Population des 18-89 ans

[2] Comprenant l'envoi et ou la réception de vidéos ou photos montrant des parties intimes telles que le sexe, la poitrine ou les fesses

Des violences sexuelles déclarées plus fréquemment chez les jeunes femmes

En 2023 dans les départements d'Outre-Mer, 22,7 % (La Réunion) à 28,7 % (Guyane) des femmes de 18 à 89 ans déclarent avoir subi un rapport forcé et/ou une tentative de rapport forcé au cours de leur vie. Comme cela est constaté dans l'Hexagone, les femmes les plus jeunes sont plus nombreuses à déclarer avoir subi des viols ou tentatives de viols malgré une expérience de vie plus courte.

Femmes âgées de 18 à 89 ans déclarant avoir subi une tentative de rapport forcé et /ou un rapport forcé



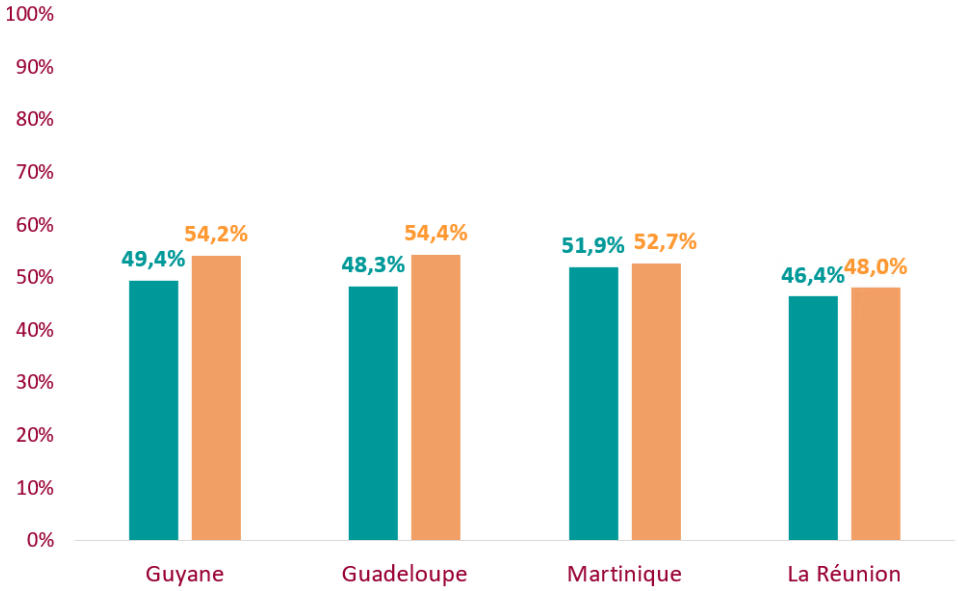
Source : CSF- 2023, volet Outre-Mer | Champs : Population des femmes de 18 à 89 ans (n = 5 743)

Une prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) limitée en début de vie sexuelle et lors de nouvelles relations sexuelles quel que soit le territoire

Dans l'ensemble, le recours au préservatif, qu'il s'agisse du premier rapport sexuel ou d'un premier rapport avec un nouveau partenaire, reste faible dans les départements d'Outre-Mer. En 2023, la proportion de personnes de 18-29 ans ayant utilisé un préservatif lors de leur premier rapport sexuel ne diffère pas significativement entre les territoires. Ces proportions sont comprises entre 72,5 % en Guyane et 81,9 % en Guadeloupe chez les femmes, et entre 69,3 % (en Guyane) et 80,1 % (à La Réunion) chez les hommes.

L'usage du préservatif au premier rapport sexuel avec un nouveau partenaire est inférieur à 55 % dans l'ensemble des territoires et ne diffère pas significativement selon les DROM ni selon le sexe.

Utilisation du préservatif lors du premier rapport avec un nouveau partenaire dans les 12 derniers mois chez les 18-89 ans (%)



Source : CSF-2023, Volet Outre-Mer |Champs : population des 18-89 ans déclarant un nouveau partenaire dans les 12 derniers mois

Une couverture vaccinale contre l'hépatite B et les HPV insuffisante

En 2023, la proportion de femmes de 18-29 ans déclarant être vaccinées contre l'hépatite B varie de 44,1 % en Guadeloupe à 54,3 % à La Réunion. Chez les hommes, elle se situe entre 34,8 % en Martinique et 49,7 % à La Réunion.

Concernant les papillomavirus humains (HPV), la proportion de femmes de 18-29 ans déclarant être vaccinées varie de 24,6 % en Guadeloupe à 27,9 % à La Réunion. Chez les jeunes hommes, elle se situe entre 12,4 % en Martinique et 18,9 % en Guyane. Ces niveaux observés sont nettement inférieurs à ceux relevés dans l'Hexagone, eux-mêmes en deçà de l'objectif de 80 % de couverture vaccinale chez les filles comme chez les garçons.

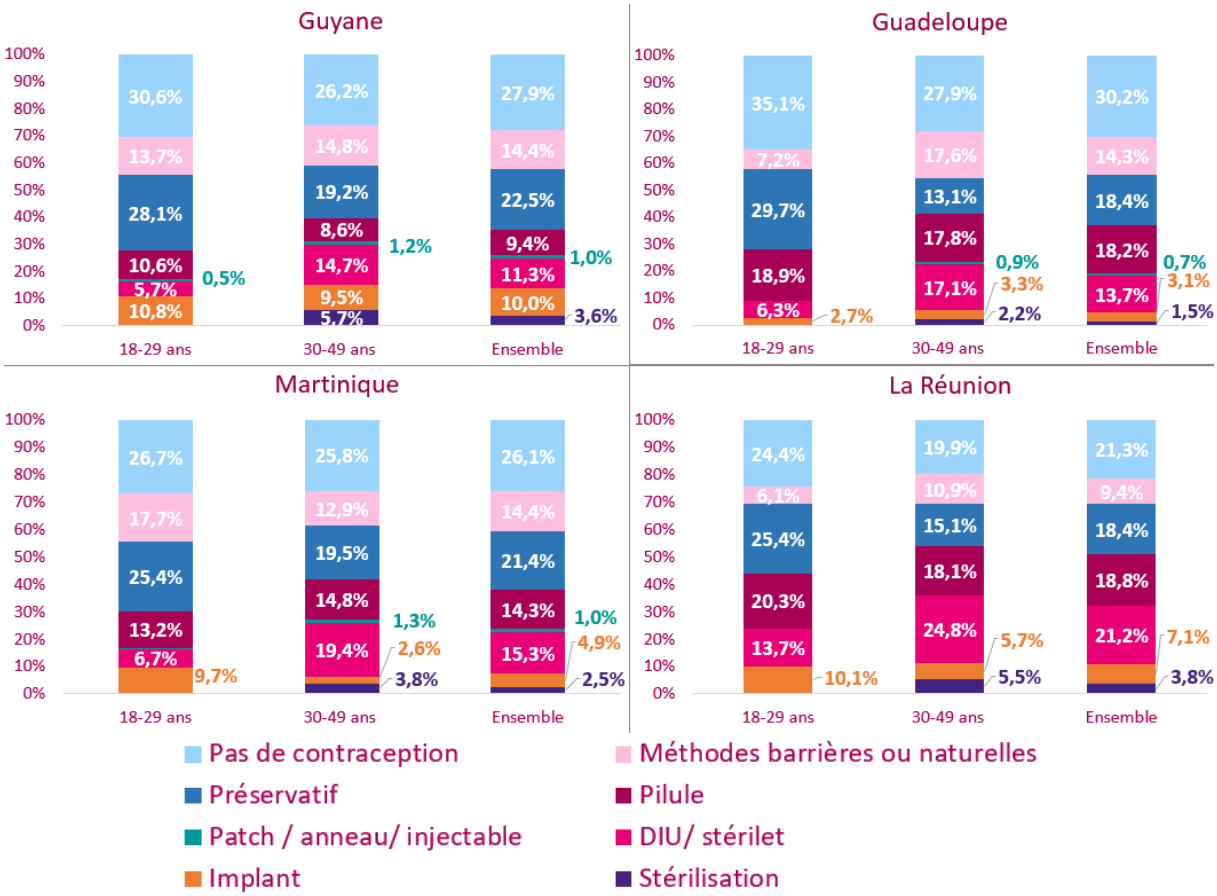
Contraception et grossesses non souhaitées

Dans les départements d'Outre-Mer, près d'un quart à près d'un tiers des femmes concernées[3] déclarent ne recourir à aucune méthode contraceptive. Cette proportion est très largement supérieure à celle observée dans l'Hexagone (9 %).

Ce constat fait écho à la proportion de femmes dont la dernière grossesse n'était « pas du tout souhaitée » ou « souhaitée plus tard », comprise entre 29 % et 37,2 % dans notre étude.

[3] Femmes de 18 à 49 ans ayant eu des rapports hétérosexuels au cours de l'année, n'étant ni enceintes, ni stériles, et ne souhaitant pas être enceintes.

Méthodes contraceptives par groupe d'âge en 2023 parmi les femmes de 18 à 49 ans concernées — c'est-à-dire celles ayant eu des rapports hétérosexuels au cours de l'année, n'étant ni enceintes, ni stériles, et ne souhaitant pas être enceintes (%)



Source : CSF-2023, Volet Outre-Mer | Population : femmes de 18 à 49 ans ne souhaitant pas une grossesse

Données clefs pour la Guyane

L'entrée dans la sexualité y est plus précoce qu'ailleurs, notamment chez les hommes : l'âge médian au premier rapport sexuel est de 17,4 ans pour les femmes et de 15,7 ans pour les hommes.

Les hommes déclarent davantage de partenaires au cours de la vie et sont également plus nombreux à déclarer plusieurs partenaires dans l'année quel que soit l'âge.

L'acceptation de l'homosexualité y demeure moins élevée que dans les autres départements. Elle est particulièrement faible chez les jeunes.

La proportion d'expériences numériques en lien avec la sexualité (connexion à un site ou à une application de rencontre, rencontre de partenaire en ligne, envoi ou réception d'images intimes) est la moins élevée des quatre départements, pratiques principalement observées chez les hommes, notamment les jeunes et les personnes se définissant autrement que comme hétérosexuelles. Chez les 18-29 ans, 72,5 % des femmes et 69,3 % des hommes déclarent avoir utilisé un préservatif lors de leur premier rapport sexuel. Près d'une personne sur deux parmi les 18-89 ans déclare en avoir utilisé un lors du premier rapport avec un nouveau partenaire. Aucune différence significative n'est observée entre les territoires concernant l'usage du préservatif.

Les taux de dépistage des infections sexuellement transmissibles (VIH, VHB, VHC) au cours de la vie figurent parmi les plus élevés des quatre territoires : en 2023, 76,4 % des femmes et 64,6 % des hommes âgés de 18 à 59 ans déclarent avoir réalisé un dépistage du VIH. Néanmoins, ces niveaux demeurent inférieurs aux recommandations en vigueur au regard de la dynamique des IST sur le territoire.

Les couvertures vaccinales contre les HPV et l'hépatite B restent largement en deçà des recommandations, tant chez les femmes que chez les hommes.

Trois femmes sur dix âgées de 18 à 29 ans concernées par la contraception ne recourent à aucune méthode contraceptive. Les deux moyens de contraception les plus utilisés sont le préservatif et les méthodes naturelles tandis que la pilule est citée par 11 % des femmes de cette tranche d'âge, proportion la plus faible observée dans l'ensemble des départements. Parallèlement, une proportion importante de femmes déclare que leur dernière grossesse est survenue alors qu'elle ne la souhaitait pas du tout (11,5 %) ou plus tardivement (25,7 %).

Plus d'une femme sur quatre déclare avoir subi une tentative de rapport forcé et/ou un rapport forcé au cours de sa vie, proportion équivalente à ce qui est observé en Martinique et en Guadeloupe.

Données clefs pour la Guadeloupe

L'âge médian au premier rapport sexuel se situe à 17,7 ans en 2023 et tend à augmenter depuis une dizaine d'années comme ce que l'on observe en Martinique, à La Réunion et dans l'Hexagone. Les hommes déclarent davantage de partenaires au cours de la vie quel que soit l'âge et sont également plus nombreux à déclarer avoir eu plus d'un partenaire dans l'année, y compris aux âges élevés, avec notamment 14,5 % des hommes âgés de 60 à 89 ans concernés.

Les jeunes, et particulièrement les femmes, sont plus nombreuses à déclarer des opinions plus favorables à l'égard de l'homosexualité que les générations précédentes. Parallèlement, la diversité des orientations sexuelles concerne davantage les femmes avec environ une femme sur six âgée de 18 à 29 ans déclarant avoir eu une partenaire de même sexe, proportion la plus élevée observée dans l'étude.

Comme dans tous les départements, l'usage du numérique (connexion à un site ou à une application de rencontre, rencontre de partenaire en ligne, envoi ou réception d'images intimes) est plus fréquent chez les hommes. Toutefois, pour certains usages, notamment l'envoi d'images intimes, les écarts entre jeunes hommes et femmes en Guadeloupe sont très faibles.

En matière de prévention des IST, chez les 18-29 ans, 81,9 % des femmes et 73,8 % des hommes déclarent avoir utilisé un préservatif lors du premier rapport sexuel. Pour les premiers rapports avec un nouveau partenaire, dans l'ensemble de la population, cette tendance s'inverse puisque 54,4 % des hommes déclarent avoir utilisé un préservatif, contre 48,3 % des femmes.

Chez les 18-29 ans concernées par la contraception[4], la proportion de femmes ne recourant à aucune contraception y est la plus importante des quatre départements (35,1 %). Parallèlement, la part de femmes déclarant ne pas avoir du tout souhaité leur dernière grossesse survenue dans les cinq dernières années est également la plus élevée parmi celles observées dans l'étude dans les DROM (16 %).

Enfin, plus de 28 % des femmes déclarent avoir subi au moins une tentative de rapport forcé et/ou un rapport forcé, l'exposition étant particulièrement élevée chez les 18-29 ans.

[4] C'est-à-dire celles ayant eu des rapports hétérosexuels au cours de l'année, n'étant ni enceintes, ni stériles, et ne souhaitant pas être enceintes

Données clefs pour la Martinique

En Martinique, l'âge médian au premier rapport sexuel en 2023 chez les femmes est comparable à celui observé en Guadeloupe, tandis qu'il est légèrement plus tardif chez les hommes : 17,7 ans pour les femmes et 18,1 ans pour les hommes.

Les écarts entre femmes et hommes concernant le nombre de partenaires au cours de la vie sont moins élevés aux âges jeunes. Entre 18 et 29 ans les femmes déclarent davantage de partenaires alors que l'on observe la tendance inverse dans les trois autres départements. L'écart entre les hommes et les femmes s'accentue au-delà de 30 ans et se maintient aux âges élevés, avec cette fois-ci un nombre de partenaires plus élevés chez les hommes.

Comme en Guadeloupe, l'acceptation de l'homosexualité est plus élevée chez les jeunes, notamment chez les femmes, chez qui la diversité des orientations sexuelles est également la plus marquée.

Les usages des outils numériques dans la sexualité (connexion à un site ou à une application de rencontre, rencontre de partenaire en ligne, envoi ou réception d'images intimes) sont fréquents chez les jeunes, surtout chez les hommes : près d'un homme sur deux âgé de 18 à 29 ans a déjà reçu des images intimes, et près d'un homme sur trois âgé de 30 à 49 ans a déjà rencontré un·e partenaire en ligne au cours de sa vie.

Sur le plan de la prévention des IST, l'usage du préservatif lors du premier rapport sexuel chez les 18-29 ans est relativement homogène entre les sexes, avec 75,9 % des femmes et 77,9 % des hommes déclarant en avoir utilisé un. Pour le premier rapport avec un nouveau partenaire dans l'ensemble de la population, les taux sont inférieurs mais restent similaires entre les sexes, avec 51,9 % pour les femmes et 52,7 % pour les hommes.

En matière de couverture contraceptive, 14,4 % des femmes concernées par la contraception[5] utilisent des méthodes naturelles (incluant le retrait, la méthode Ogino ou du rythme, le diaphragme), et 26,1 % ne recourent à aucune contraception. Les méthodes prescrites par un·e professionnel·le de santé sont peu mentionnées, la pilule concernant 14,3 % des femmes. Pour leur dernière grossesse survenue dans les cinq dernières années, la moitié des femmes déclare qu'elle est survenue au moment souhaité.

Les violences sexuelles (tentative de rapport forcé et/ou rapport forcé) concernent plus de 28 % des femmes, avec une prévalence particulièrement élevée chez les jeunes.

[5] C'est-à-dire celles ayant eu des rapports hétérosexuels au cours de l'année, n'étant ni enceintes, ni stériles, et ne souhaitant pas être enceintes

Données clefs pour La Réunion

La Réunion présente les âges médians au premier rapport sexuel les plus élevés parmi les quatre territoires étudiés, soit 18,9 ans chez les femmes et 17,8 ans chez les hommes. Depuis 2009, une augmentation nette est observée, en particulier chez les femmes.

Les différences entre femmes et hommes concernant le nombre de partenaires déclaré-e-s au cours de la vie sont les plus réduites parmi les départements étudiés, et le fait d'avoir eu plus d'un·e partenaire sexuel·le au cours des douze derniers mois y est légèrement moins fréquent qu'en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane.

L'acceptation de l'homosexualité y est plus élevée que dans les autres territoires d'étude : les femmes et les jeunes sont plus nombreux à déclarer que « l'homosexualité est une sexualité comme une autre » que les hommes et les classes d'âges plus avancées (58,8 % des femmes et 47,5 % des hommes de 18 à 34 ans considèrent que « l'homosexualité est une sexualité comme une autre »).

L'usage du numérique dans la sexualité (connexion à un site ou à une application de rencontre, rencontre de partenaire en ligne, envoi ou réception d'images intimes) présente les écarts les plus faibles entre hommes et femmes. Les niveaux d'utilisation y sont légèrement inférieurs à ceux observés dans les Antilles.

En matière de prévention des IST, lors du premier rapport chez les 18-29 ans, l'usage du préservatif à La Réunion est relativement homogène entre les sexes, avec 75,7 % des femmes et 80,1 % des hommes déclarant en avoir utilisé. Lors des premiers rapports avec un nouveau partenaire, le recours au préservatif est de 48 % chez les hommes et de 46,4 % chez les femmes. Ces résultats constituent les valeurs les plus faibles parmi les départements étudiés.

La Réunion présente par ailleurs une couverture contraceptive plus élevée que celles observées dans les autres départements. Toutefois, une part importante de femmes concernées par la contraception[6] ne recourt à aucune contraception (21,3 %), ou utilise des méthodes « barrières ou naturelles » (9,4 %) (retrait, suivi des dates de l'ovulation, méthodes Ogino ou diaphragme) ou au préservatif (18,4 %). Moins de 40 % des femmes déclarent utiliser une méthode contraceptive médicalisée.

Les tentatives de rapports forcés et/ou rapports forcés y sont un peu moins fréquemment déclarées que dans les autres départements, mais concernent tout de même plus d'une femme sur cinq, avec une déclaration plus importante chez les plus jeunes.

[6] C'est-à-dire celles ayant eu des rapports hétérosexuels au cours de l'année, n'étant ni enceintes, ni stériles, et ne souhaitant pas être enceintes

Conclusion

Bien qu'il soit parfois difficile d'entrevoir l'évolution des indicateurs avec les résultats des études précédentes pour des raisons méthodologiques ou pour cause d'absence de données antérieures, des changements semblent redéfinir les contours des sexualités, notamment chez les jeunes générations. Les femmes semblent aussi prendre une part importante dans ces évolutions des sexualités dans les territoires ultramarins.

Les dynamiques des sexualités varient selon les territoires, avec une entrée dans la sexualité plus tardive chez les jeunes générations, mais plus précoce en Guyane et un écart hommes-femmes globalement réduit dans les autres départements. Le fait d'avoir eu plus d'un·e partenaire dans les douze derniers mois est plus fréquent chez les hommes, y compris à des âges avancés, et le recours au préservatif demeure insuffisant quel que soit l'âge ou le sexe, illustrant l'existence de profils différenciés d'exposition aux IST au sein des territoires.

Les jeunes se distinguent des générations précédentes sur différents indicateurs : on observe une convergence des déclarations entre les femmes et les hommes s'agissant de l'âge à l'entrée dans la vie sexuelle ainsi que du nombre de partenaires au cours de la vie. On note également une tendance à l'affranchissement vis-à-vis de l'hétéronormativité, illustrée par la diversité croissante des pratiques, attirance et identification sexuelles, particulièrement marquée chez les jeunes femmes, ainsi que des opinions plus favorables sur l'homosexualité.

Cependant, malgré cette diversité croissante des orientations et des pratiques sexuelles, l'acceptation sociale de l'homosexualité demeure faible dans les territoires. Cette situation génère probablement des tensions dans les trajectoires individuelles, notamment pour les jeunes concerné·e·s.

L'usage du numérique dans la vie sexuelle, particulièrement élevé chez les jeunes, modifie les cadres relationnels sans que ses effets en matière de prévention et de risques soient encore pleinement documentés.

La couverture vaccinale insuffisante, le faible recours à la contraception parmi les femmes ne désirant pas être enceintes ainsi que la part de grossesses non souhaitées font craindre des difficultés persistantes dans l'accès à la prévention, à l'information et aux soins en santé sexuelle.

Enfin, la fréquence des violences sexuelles, concernant au moins une femme sur cinq, révèle l'ampleur des atteintes à la santé sexuelle dans les territoires ultramarins.

Malgré des tendances communes, chaque territoire présente néanmoins des situations différentes : des analyses thématiques approfondies, tenant compte des déterminants sociaux propres à chaque territoire, permettront de mieux identifier les besoins et d'orienter de façon ciblée les politiques de prévention en santé sexuelle.

Contact presse

presse@inserm.fr

 Accéder à la salle de presse de l'Inserm